

## 2 Politique

## Bilan des 100 premiers jours du gouvernement Issoze Ngondet

## Les ministres toujours attendus

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Mercredi dernier, le Premier ministre Franck-Emmanuel Issoze Ngondet a présenté au chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, le rapport de l'exécution du programme d'actions prioritaires de son gouvernement pendant les cent premiers jours de son existence. Depuis lors, aucun membre de l'équipe gouvernementale, sinon presque, n'est venu édifier l'opinion sur ce qui a été fait dans son secteur, ce qui est en cours d'exécution et ce qui n'a pas pu être lancé. Cela au moment où l'Exécutif prône "l'ère de la transparence, de la reddition des comptes, de l'orientation de l'action publique, le tout dans le but de l'établissement d'une confiance renforcée avec les citoyens".

LE rapport du programme d'actions des cent premiers jours du gouvernement Issoze Ngondet a été présenté au chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, mercredi dernier. C'est le Premier ministre Franck-Emmanuel Issoze Ngondet qui s'est prêté à cet exercice au cours d'une cérémonie plutôt sobre qui a eu lieu au palais de la République. Les membres de l'équipe gouvernementale étaient présents.

Faisant la présentation générale du rapport dudit programme qui portait sur 172 actions jugées prioritaires par son gouvernement, l'actuel locataire de l'Immeuble du 2-Décembre a souligné que 36 actions avaient été menées à terme ; 120 sont en cours de réalisation ; et 16 n'ont



Le Premier ministre Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, lors de la présentation du rapport au chef de l'Etat.



Dans le cadre du bilan de l'exécution du programme d'actions prioritaires du gouvernement, il faudra aller au-delà des conférences de presse ordinaires du Porte-Parole du gouvernement.



Les membres du gouvernement gagneraient à communiquer sur le bilan de l'exécution du programme d'actions prioritaires de leurs ministères respectifs.

pu connaître un début d'exécution...

La première catégorie concerne plusieurs domaines, notamment les infrastructures, la diplomatie, l'économie, l'eau et l'énergie, le dialogue politique, le travail, la promotion des investissements, le budget et le sport. La deuxième catégorie concerne l'habitat, la prévoyance sociale, l'économie numérique, la communication, l'économie forestière, la culture, la

santé, l'égalité des chances, l'agriculture, les PME, la fonction publique, etc.

Le rapport élaboré quant à l'exécution dudit programme montre que des secteurs variés ont été touchés aussi bien sur les plans politique, économique que social. On parle par exemple, s'agissant du volet politique, du lancement des consultations relatives à l'organisation du dialogue politique, la ratification de l'Accord de Paris

sur le climat, etc. Tout comme de la livraison des routes et ouvrages, la réhabilitation des centrales électriques, la finition des travaux d'extension des réseaux BT, l'installation des systèmes solaires photovoltaïques, du renforcement et extension d'eau potable, etc., dans le cadre du volet économique. Sans oublier, en ce qui concerne le volet social, le renforcement du dispositif législatif et réglementaire existant

en vue d'une nouvelle "normalisation urbanistique" et patrimoniale, l'organisation de la rentrée scolaire 2016-2017, la loi sur la protection sociale, la remobilisation de 1500 agents de la Fonction publique, etc.

Dans l'ensemble, le rapport énumère les actions réalisées, celles qui sont en cours d'exécution et celles qui n'ont pu être lancées. Cela, ministère par ministère.

Depuis que le Premier mi-

nistre a remis le rapport des cent jours du gouvernement au chef de l'Etat, d'aucuns ont cru, à juste titre, que les membres du gouvernement devraient, chacun par rapport à son administration, se prêter à l'exercice de dire à l'opinion ce qui a été fait dans le domaine qui est le sien s'agissant des actions prioritaires, ce qui est en train de l'être, et ce qui n'a pu être engagé et pourquoi. Cela aurait eu le mérite de s'inscrire dans "l'ère de la transparence, de la reddition des comptes, de l'orientation de l'action publique, le tout dans le but de l'établissement d'une confiance renforcée avec les citoyens". Ce qui devait déjà permettre aux citoyens de s'imprégner de l'action gouvernementale et d'être au fait des réalisations du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) sur lequel se fonde la politique du président Ali Bongo Ondimba.

L'indifférence qui semble caractériser les membres de l'équipe d'Issoze Ngondet quant à cette exigence de transparence sur l'action publique qu'ils mènent a pour conséquence, entre autres, le renforcement du pessimisme au niveau des populations. Surtout qu'en face, certains dans l'opposition, et c'est de bonne guerre en politique, soutiennent que "rien de positif n'est entrepris au niveau du gouvernement".

Comme pour justifier le principe selon lequel, "en communication, quand vous ne dites pas ce que vous êtes, d'autres diront de vous ce que vous n'êtes pas". Voilà qui devrait interpeller le Premier ministre et les siens.

## Guy-Christian Mavioga invite le gouvernement à plus de concret

SM

Libreville/Gabon

Réagissant au contenu du rapport relatif aux 100 premiers jours du gouvernement Issoze Ngondet, remis mercredi dernier au chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, le secrétaire général exécutif du Bloc démocratique chrétien (BDC) a invité le Premier ministre et son équipe à plus d'actions palpables au profit des concitoyens.

«SI, pour l'instant, le peuple gabonais ne ressent pas encore la plus-value de ces réalisations, nous ne devons pas nous en réjouir, mais plutôt demander au gouvernement de doubler d'efforts». Ainsi réagit le secrétaire général exécutif du Bloc démocratique

chrétien (BDC), Guy-Christian Mavioga, par ailleurs porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence. C'était au lendemain de la remise, au président de la République, Ali Bongo Ondimba, du rapport relatif à l'exécution du programme d'actions prioritaires des cent premiers jours du gouvernement. Lesquelles actions avaient été préalablement énoncées par le Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet.

Au regard du contenu de ce rapport faisant état de 66% du taux global d'exécution des 172 mesures jugées prioritaires par le chef du gouvernement, « afin de faire face aux difficultés économiques, politiques et sociales, auxquelles est confronté notre pays », Guy-Christian Mavioga a, de façon explicite, interpellé

l'équipe gouvernementale à une action plus perceptible. Laquelle, si l'on suit bien la logique du porte-parole du camp présidentiel, devrait impacter de façon concrète et positive le quotidien des Gabonaises et des Gabonais. Car, selon lui, ces derniers « ont, plus que jamais, besoin de ressentir tous les efforts du gouvernement dans leur vie quotidienne, pour oublier toutes ces querelles et reprendre leur vie dans l'unité et la paix ».

Dans le même ordre d'idées, Guy-Christian Mavioga invite le gouvernement, dans le cadre du dialogue en perspective, à s'atteler à tout mettre en œuvre pour que lesdites assises se tiennent dans les délais "raisonnables". « Nous souhaitons également, ajoute-t-il, que le gouvernement tienne

compte des avis de tous les partis, aussi bien de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence que de ceux de l'opposition ; ainsi que des avis de la société civile, pour s'inscrire dans la logique de la démocratie participative. »

Aussi, pour le secrétaire général exécutif du BDC, l'initiative innovante de Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, de s'astreindre à une feuille de route des cent premiers jours de son équipe, est-elle un exercice à pérenniser. Notamment pour chaque trimestre à venir. Pour que, dit-il, « le Premier ministre fasse un compte-rendu public des réalisations effectuées, afin de rassurer davantage le peuple gabonais. »

Pour rappel, le rapport tel que remis au chef de l'Exécutif, Ali Bongo Ondimba, relève que sur 172 actions



Guy Christian Mavioga, lors d'une précédente sortie.

recensées comme prioritaires, au total trente-six (36) actions ont été réalisées intégralement. Notamment, dans les domaines des infrastructures, de la diplomatie, de l'économie, de l'eau et de l'énergie, du dialogue politique, du tra-

vail, de la promotion des investissements, du budget et du sport.

Tout comme ledit rapport fait état de cent-vingt (120) actions en cours de réalisation et seize (16) autres n'ayant pas du tout connu de début d'exécution.